

**« ENJEUX ET DEFIS DE LA CROISSANCE INCLUSIVE
AU SUD DE LA MEDITERRANEE »**

Mohammed Tawfik MOULINE
Directeur Général de l'Institut Royal des Etudes Stratégiques

FEMISE Annual Conference 2012

23-24 November 2012

Marrakech

PLAN

- **UN CONTEXTE INTERNATIONAL ET REGIONAL EDIFIANT SUSCITANT UN REGAIN D'INTERET EN FAVEUR DE LA CROISSANCE INCLUSIVE**
- **LES DETERMINANTS DE LA CROISSANCE INCLUSIVE : LECTURE DE LA SITUATION AU SUD DE LA MEDITERRANEE**
- **VERS UN REGIME DE CROISSANCE INCLUSIVE DANS LES PAYS SUD-MEDITERRANENS: QUELQUES PISTES DE REFLEXION**



1. UN CONTEXTE INTERNATIONAL ET REGIONAL EDIFIANT SUSCITANT UN REGAIN D'INTERET EN FAVEUR DE LA CROISSANCE INCLUSIVE



- Le concept de croissance inclusive n'est pas récent. Il apparaissait, déjà début des années 1990, en filigrane dans les politiques de développement humain. Toutefois, le regain d'intérêt en faveur de ce concept ne peut être dissocié des conséquences socioéconomiques de la crise systémique qui a bouleversé le monde en 2008 et dont les effets perdurent encore. Cette crise a conduit à un changement de paradigme :
 - Une remise en question du régime de croissance libéral, mettant en relief les limites des mécanismes du marché en tant que déterminants exclusifs de la création et de la définition de la valeur.
 - Une prise de conscience renforcée selon laquelle la pérennité de la croissance ne peut être acquise sans le renforcement de la cohésion sociale à travers le retissage du lien social (nouveaux paradigmes séparant l'économie de marché de la société de marché).



Une crise mondiale favorisant un changement de paradigme (2/2)

- Ce concept est aujourd'hui d'actualité et apparait en force dans le discours des organisations régionales et internationales et même dans les stratégies de croissance des pays développés :
 - Stratégie « Europe 2020 » de la Commission européenne (Mars 2010), destinée à relancer l'économie, en adoptant une approche de croissance intelligente, durable et inclusive, apte à générer des taux d'emplois élevés et à assurer une meilleure cohésion économique, sociale et territoriale.
 - Rapport du FMI sur les perspectives économiques de la région MENA (Mai 2011), mettant en exergue l'importance d'une croissance inclusive, pour favoriser les créations d'emplois et de revenus et instaurer la justice sociale, la paix et la stabilité politique.
 - Rapports des Banques régionales de développement en Afrique et en Asie, reconnaissant que le grand défi réside, au-delà de la réalisation de taux de croissance élevés, dans la traduction de la croissance en une réelle réduction de la pauvreté à travers les créations d'emplois, la mise en place de services sociaux de qualité et l'élargissement des marges de participation économique et politique.



La situation au Sud de la Méditerranée : un exemple concret du caractère déterminant de la croissance inclusive pour la stabilité d'ensemble (1/3)

- Les développements récents qu'ont connus certains pays sud-méditerranéens donnent au concept de croissance inclusive toute sa pertinence, en confirmant que la **réalisation de taux de croissance économique relativement élevés n'est pas une condition suffisante pour assurer la paix sociale et la stabilité politique** :
 - La Tunisie et dans une mesure moindre l'Égypte affichaient des performances économiques globalement positives à la veille du déclenchement de leurs révolutions ;
 - La Libye bénéficiait d'une conjoncture favorable des prix sur le marché pétrolier mondial lui offrant des marges assez importantes pour acheter la paix sociale ;
- Le tronc commun entre ces trois pays est que la **processus de croissance** est non seulement **faiblement créateur d'emplois** pour une population jeune et relativement éduquée, mais aussi **générateur des inégalités** vu qu'il ne profite qu'à une minorité de privilégiés, en l'**absence de filets sociaux efficaces** pour corriger les **défaillances du système de répartition des richesses sur le plan social et territorial**.



La situation au Sud de la Méditerranée : un exemple concret du caractère déterminant de la croissance inclusive pour la stabilité d'ensemble (2/3)

- ❖ Des transformations sociopolitiques inédites qui :
 - reflètent dans leur ensemble une situation d'**accumulation des déficits** en termes **de gouvernance**, de démocratie, des droits de l'homme, à un moment où **les demandes des élites et de la classe moyenne**, davantage de nature politique et constitutionnelle, sont confrontées au blocage du champ politique.
 - traduisent les aspirations des pays de la rive sud de la Méditerranée vers les mêmes valeurs de démocratie et de liberté que celles des populations de la rive nord : **convergence des valeurs**.
- ❖ Une situation qui met en relief les limites du système de création et de répartition des richesses, avec un **système de rente** propice au **développement de la corruption** et entretenant, de surcroît, **l'inertie du modèle de spécialisation économique** (degré de diversification presque statique du système productif).

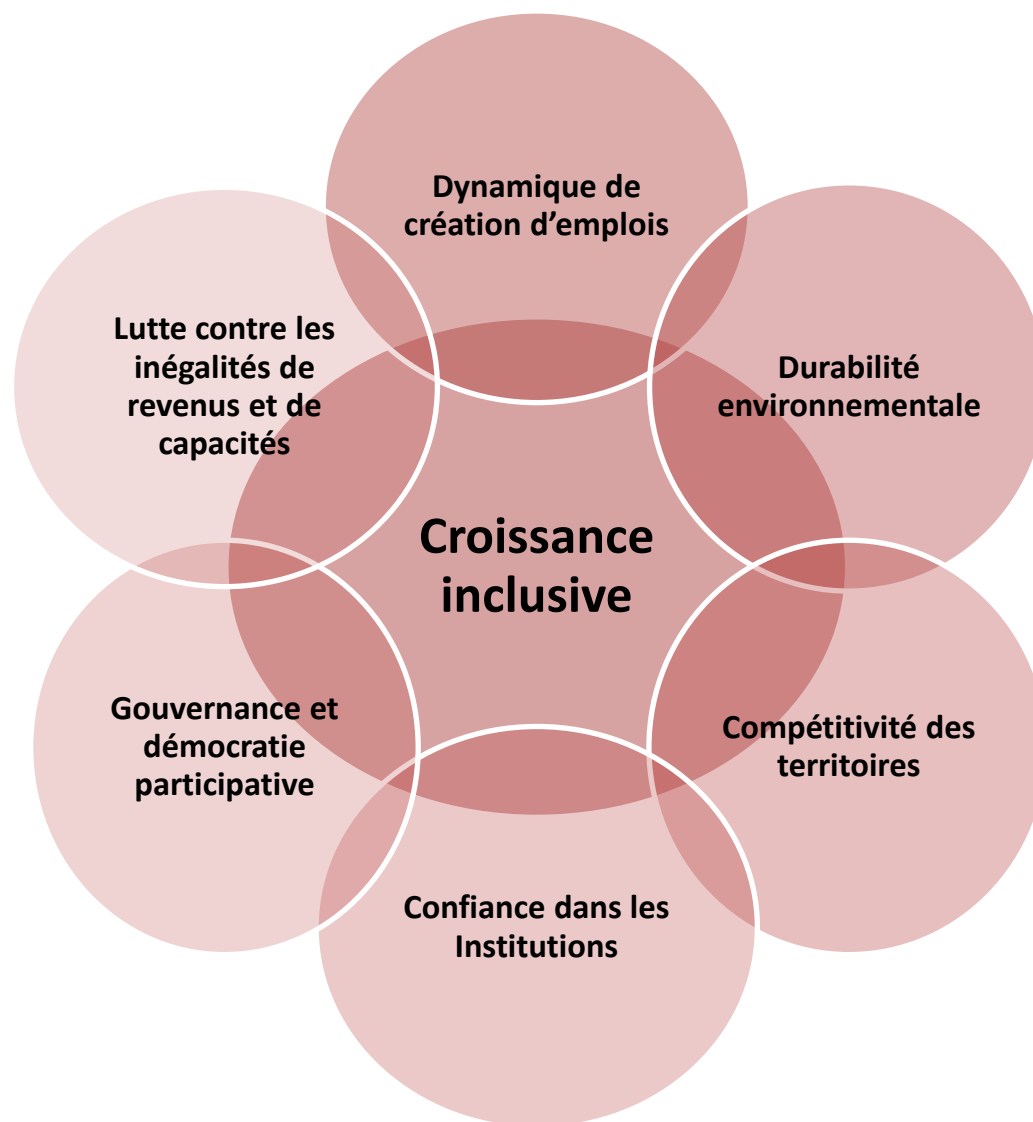
La situation au Sud de la Méditerranée : un exemple concret du caractère déterminant de la croissance inclusive pour la stabilité d'ensemble (3/3)

- ❖ Des transformations qui reflètent aussi les **limites du modèle d'intégration régionale**, qui offre peu de perspectives d'insertion dans la mondialisation (échec du processus de Barcelone et des initiatives qui l'ont succédé à constituer un vecteur de croissance, de stabilité et de prospérité partagée).
 - L'intégration par le libre échange (somme toute incomplète vu qu'il ne favorise pas la libre circulation des personnes et ne s'accompagne que d'une faible mobilité du capital) a créé plus de distorsions à la défaveur des économies sud-méditerranéennes (dégradation des équilibres extérieurs, effet d'éviction sur la production locale, désindustrialisation, pertes d'emplois...).
 - La coopération a été plus fondée sur les relations entre gouvernements. Elle n'a pas été construite sur la base d'une réelle approche favorisant l'implication des acteurs pour développer les synergies et créer des relais solides pour accélérer le processus de convergence (rôle limité de la société civile, faible rapprochement entre les jeunes des deux rives dans un contexte de restrictions à la mobilité des personnes...).
 - Les questions liées à la démocratie, aux droits de l'Homme et à la gouvernance n'ont pas été suffisamment prises en compte dans le partenariat.
 - L'approche sécuritaire adoptée par l'Europe pour gérer certaines problématiques sensibles (menace islamistes, immigration clandestine...) s'est avérée inefficace voir contreproductive.

2. LES DETERMINANTS DE LA CROISSANCE INCLUSIVE : LECTURE DE LA SITUATION AU SUD DE LA MEDITERRANEE



La croissance inclusive : un concept multidimensionnel



Pilier 1 : Relever le défi de création d'emplois (1/2)

- Faibles créations d'emplois dans les pays sud-méditerranéens, suscitant un accroissement continu du chômage (9,3 millions de chômeurs, soit un taux de chômage de 13%, *Source : FEMISE*). Le chômage touche en particulier la population des jeunes diplômés. En 2009, le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur dépasse 20% dans certains pays (21,8% en Tunisie), contre une moyenne de 9,5% pour les pays à revenus intermédiaires et 4,5% pour les pays à revenus élevés et (*Source : Bureau International de Travail*).
- L'existence d'importants besoins en termes de création d'emplois au niveau de la région sud-méditerranéenne (58 millions d'emplois à l'horizon 2020) pour faire face aux tensions suscitées par le nombre important de jeunes de moins de 15 ans (82 millions de personnes pour une population totale de 260 millions) (*Source : FEMISE, 2009*).
- En favorisant les créations d'emplois, la croissance inclusive permet d'entretenir la dynamique de l'activité économique, d'assurer sa durabilité, tout en constituant un rempart contre la prolifération du secteur informel dont les effets sont préjudiciables à l'économie (concurrence déloyale aux activités déclarées, précarité des emplois...).



Pilier 1 : Relever le défi de création d'emplois (2/2)

- ⇒ Nécessité de disposer d'un système d'éducation-formation performant permettant de doter le système productif de ressources humaines qualifiées (employabilité du capital humain) et accélération de la mise à niveau de ce système pour qu'il soit lui-même en mesure d'absorber les demandes d'emplois.
- ⇒ Opportunité d'une politique de la jeunesse, axée sur l'intégration de l'éducation, la formation et la vie active en un continuum, pour préparer la transition entre l'école et le travail par une meilleure adéquation éducation-formation/emploi et la relayer par des mesures de soutien et de motivation des jeunes
- ⇒ Importance d'une politique de Recherche-Développement, impliquant la diaspora scientifique, et indexée sur les priorités stratégiques du pays pour stimuler l'innovation et favoriser la productivité, soit deux leviers structurels de la compétitivité.
- ⇒ Amélioration continue du climat général des affaires pour inciter l'investissement privé, national et étranger, et favoriser, par ricochet, les programmes d'embauche des entreprises.



Pilier 2 : Restaurer la confiance dans les institutions (1/2)

- Dans la plupart des pays sud-méditerranéens, la **confiance dans les institutions représentatives**, mais aussi **régaliennes**, s'est érodée. Il s'agit, certes, d'une tendance généralisée à l'échelle internationale, mais constitue un défi de taille dans le contexte sud-méditerranéen.
- La **confiance** est le **ciment du lien social**. Elle est un indicateur pertinent de l'état de santé d'une société et renseigne sur la qualité fonctionnelle des institutions, la capacité à renforcer les relations de solidarité, l'existence d'un système politique approprié, l'Etat de droit...
- **Déterminant majeur de la croissance inclusive**, elle favorise la solidarité, les échanges et l'élévation du niveau de vie. Elle est un levier structurant de la compétitivité et permet d'instaurer une plus grande visibilité pour les investisseurs nationaux et étrangers, à travers :
 - la réduction des coûts de transactions
 - la prévalence de la transparence et de la concurrence
 - la crédibilité et légitimité des instances de régulation
 - la fiabilité de l'environnement des affaires



Pilier 2 : Restaurer la confiance dans les institutions (2/2)

- ⇒ Accélération de la lutte contre la corruption dans toutes ses formes pour restaurer la confiance institutionnelle et interpersonnelle.
- ⇒ Réformer l'appareil de l'Etat, en accordant une attention particulière aux départements en relation directe avec les citoyens, et aux réformes destinées à améliorer l'accessibilité des populations aux services publics de base .
- ⇒ Promotion d'une nouvelle culture civique, porteuse de valeurs de progrès et s'appuyant sur une éthique publique, elle-même supportée par une pédagogie de l'exemple, que les responsables et les acteurs publics devraient décliner, à travers des actions concrètes destinées à renforcer la crédibilité de l'action publique aux yeux des populations et des acteurs politiques, économiques et sociaux nationaux et internationaux
- ⇒ Développement d'une culture d'évaluation, pour promouvoir l'efficacité, et de reddition des comptes pour instaurer la primauté de l'Etat de droit.



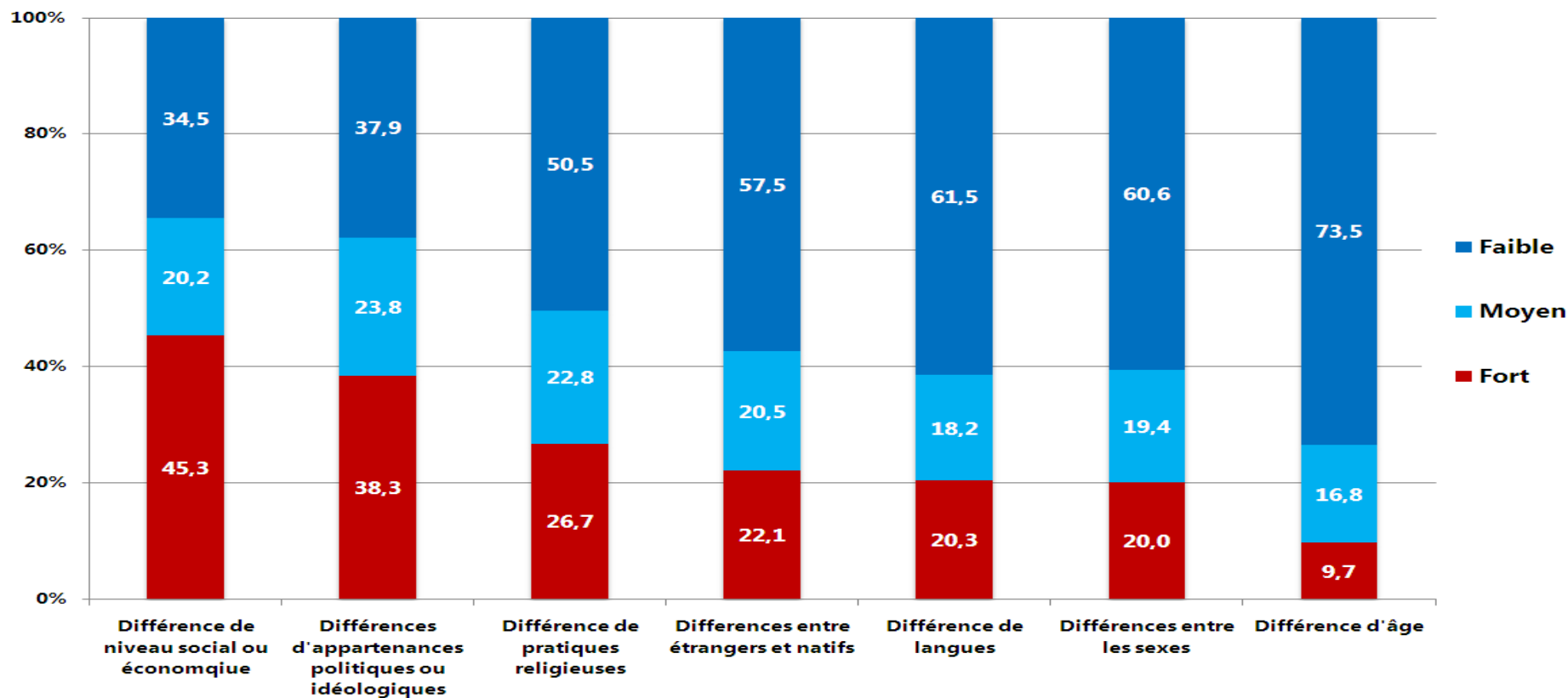
Pilier 3 : Réduire les inégalités sociales (1/3)

- Le régime de croissance en vigueur dans les pays sud-méditerranéens est générateur des inégalités. De même les filets sociaux mis en place pour corriger les disparités socioéconomiques ne profitent que faiblement aux couches défavorisées qui sont censées être les principaux bénéficiaires
- Les inégalités sociales freinent à long terme la croissance et le développement surtout si elles sont liées à des inégalités de capacités (accès aux services de base: santé, éducation, logement...). Les inégalités fragilisent, ainsi, la cohésion sociale et peuvent mettre en péril la stabilité politique.
- La croissance inclusive suppose la répartition équitable des fruits de la croissance, tout en prévoyant des mécanismes appropriés pour corriger les imperfections du système de partage de la valeur ajoutée (redistribution par les transferts sociaux, redistribution par la fiscalité, redistribution par la dépense publique ...).
- Les seuils de tolérance des inégalités demeurent une grande inconnue.



Pilier 3 : Réduire les inégalités sociales (2/3)

- Selon l'enquête nationale sur le « Lien social au Maroc », menée par l'IRES en 2011, les inégalités socioéconomiques constituent le premier obstacle à un vivre-ensemble harmonieux et apaisé.



Source: Enquête de l'IRES (2011)



Pilier 3 : Réduire les inégalités sociales (3/3)

- ⇒ Développement de la connaissance des conditions et des mécanismes de déploiement des inégalités pour développer les capacités nécessaires à leur réduction.
- ⇒ Renforcement des solidarités institutionnelles, dans un contexte de recul des solidarités traditionnelles.
- ⇒ Lutte contre les inégalités sociales, par le biais de politiques publiques inclusives, mais tolérant une certaine discrimination positive en faveur des populations les plus vulnérables (femmes, personnes en situation difficile,...), et particulièrement en faveur des jeunes.
- ⇒ Mise en place de politiques publiques intégrées favorisant la cohérence d'ensemble des filets sociaux existants pour réduire leur impacts sur le budget de l'Etat.
- ⇒ Recours au ciblage direct des bénéficiaires pour maximiser les impacts des politiques publiques de réduction des inégalités.



Pilier 4 : Rendre les territoires maitres de leur destin (1/2)

- Le développement territorial est un nœud du futur dans les pays sud-méditerranéens (clivages urbain-rural persistants, forte concentration de la production sur le plan géographique, compétitivité limitée des territoires corollaire à des profils de spécialisation peu performants...).
- La compétitivité des territoires est nécessaire pour créer les conditions de base d'une croissance inclusive. Les territoires constituent l'espace de définition par excellence des avantages compétitifs d'un pays : formation du capital humain, développement du savoir et du savoir-faire, localisation des ressources naturelles...
- En favorisant la réduction des disparités territoriales, la croissance inclusive permet d'élargir la frontière de la croissance, en multipliant ses ressorts régionaux et en limitant les risques de son essoufflement.



- ⇒ Nécessité d'une gouvernance territorialisée des politiques publiques propulsée par une vision intégrée des territoires et une appropriation collective des enjeux de développement par les acteurs.
- ⇒ Opportunité d'instaurer une plus grande émulation entre territoires, à travers la promotion de spécialisations compétitives, favorisant leur attractivité aux investissements nationaux et étrangers.
- ⇒ Importance de relayer les mesures financières (système de péréquation-solidarité) pour corriger les disparités territoriales par une politique de renforcement des capacités de développement des territoires sur le plan institutionnel, capacités de planification stratégiques...

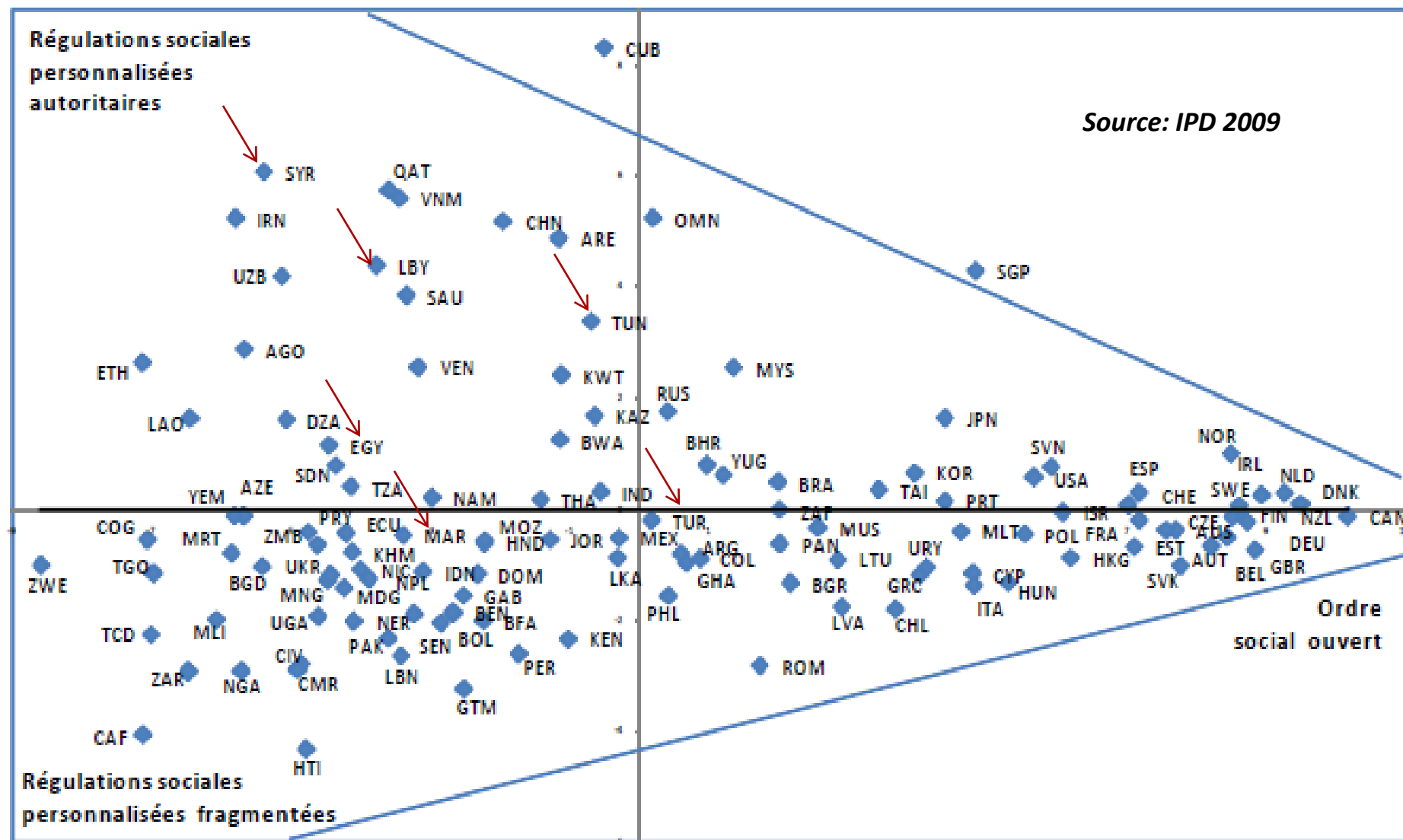


Pilier 5 : Améliorer le système de gouvernance et de démocratie participative (1/2)

- Les faiblesses en termes de gouvernance grèvent le potentiel de la croissance des pays sud-méditerranéens. Le déficit de gouvernance se traduit par un manque à gagner, estimé selon plusieurs études concordantes, entre 1,5 à 2 points du PIB annuellement.
- Les insuffisances du champ politique ne favorisent pas le développement d'institutions crédibles, qui fonctionnent normalement. De même, la lenteur du processus des réformes et leur séquençage peu efficient expliquent les retombées limitées de celles-ci sur le processus de développement d'ensemble.
- Au rôle crucial de la gouvernance des politiques publiques, s'adjoint l'importance de l'implication des acteurs en matière de conception et de mise en œuvre des réformes et des programmes de développement. (Associations professionnelles, citoyens, ONG...).
- L'approche participative permet de desserrer les résistances aux changements introduits par les réformes et de cultiver l'esprit d'adhésion aux réformes. Cette approche est opportune, notamment pour ce qui est des programmes sociaux où l'appropriation par les bénéficiaires conditionne largement l'ampleur des résultats obtenus.



Une forte corrélation entre l'existence d'un ordre social ouvert et le niveau de développement



- ⇒ Accélérer l'ancrage aux valeurs de démocratie, des droits de l'Homme et de citoyenneté responsable (promotion des principes de l'intérêt général).
- ⇒ Favoriser l'équilibre dans les relations entre l'administration, d'une part, les citoyens et les acteurs économiques et sociaux d'autre part (rehaussement du citoyen au rang de partenaire à part entière dans l'équation de développement).
- ⇒ Promouvoir les principes de la démocratie participative pour permettre l'appropriation par les populations des décisions, projets et programmes les concernant.



- La Méditerranée en général et les pays sud-méditerranéens en particulier sont confrontés à des défis environnementaux de taille qui pourraient mettre en péril l'avenir de la région toute entière :
 - Pressions élevées sur les ressources en eau (passage du stress hydrique à la pénurie d'eau);
 - Fortes atteintes à la biodiversité
 - Menaces sur la sécurité alimentaire;
 -
- La prise en compte de la durabilité environnementale dans toute stratégie de croissance inclusive serait nécessaire pour favoriser des modes appropriées de production et de consommation des ressources naturelles, pour ne pas limiter le potentiel de croissance.
- Au-delà des coûts économiques qu'elle induit, la dégradation de l'environnement met en péril la survie même de l'Homme. Le changement climatique constitue un facteur aggravant, surtout dans le cas où les capacités d'adaptation sont insuffisantes.



⇒ Accélérer l'ancrage à l'économie verte pour des raisons liées à la préservation des équilibres environnementaux, mais aussi au regard du potentiel de création de revenus et d'emplois que permettent les nouvelles filières vertes : énergies renouvelables (solaire, éolien), agriculture biologique, gains en termes d'efficacité énergétique.

⇒ Intégrer la dimension environnementale dans les politiques publiques: la prise en compte du changement climatique dans la conception et la mise en œuvre des différents programmes de développement et stratégies sectorielles.

⇒ Développer l'appropriation collective des enjeux environnementaux par les différents acteurs pour un meilleur impact des réformes menées en la matière.



3. VERS UN REGIME DE CROISSANCE INCLUSIVE DANS LES PAYS SUD-MEDITERRANENS: QUELQUES PISTES DE REFLEXION



- Pour accélérer la transition des pays sud-méditerranéens vers un régime de croissance inclusive, le dépassement des limites du modèle de développement promu jusque là s'avère nécessaire :

Créer les conditions nécessaire d'un régime de croissance inclusive

- Amélioration de la qualité du système d'éducation et de formation en vue de répondre plus efficacement à la demande des différents secteurs de l'activité économique; développement de la formation continue au sein de l'entreprise pour rapprocher les compétences acquises des compétences requises (renforcer l'employabilité et l'opérationnalité des ressources humaines dans un souci de relèvement de la compétitivité).
- Modernisation institutionnelle et adoption des meilleures pratiques en matière de gouvernance : transparence et lutte contre la corruption, efficacité et efficience des dépenses publiques, enracinement de la culture de reddition des comptes...

- Mise en place d'un système de redistribution efficient permettant de corriger les imperfections du système de répartition primaire des richesses (fiscalité, compensation ciblée, accessibilité des couches vulnérables aux services de base...).
- Mise en œuvre accélérée d'une approche décentralisée de développement (cas du projet de la régionalisation avancée au Maroc) pour réhabiliter les territoires et leur permettre de devenir maîtres de leur destin (meilleure gouvernance locale, moyens financiers adéquats, spécialisations économiques axées sur les avantages compétitifs propres à chaque région...).

Rehausser le profil de spécialisation économique pour mieux saisir les opportunités de l'ouverture

- Transition d'un schéma de spécialisation économique passif (avantages compétitifs basés sur les coûts) vers un schéma de diversification productive axé sur l'innovation et la création de plus de valeur ajoutée.
- Mobilisation du potentiel de l'intégration régionale et optimisation des partenariats avec les nouvelles puissances émergentes (adaptation à la nouvelle géographie de la croissance)
- Développement du marché intérieur en tant que base arrière pour amortir les chocs exogènes et en tant que pilier d'une croissance économique autoentretenue.

Préserver la durabilité de l'environnement et renforcer les capacités d'adaptation au changement climatique

- Le domaine de l'énergie, de l'eau et de la biodiversité constituent autant de domaines où la vulnérabilité de toute la région risque de s'accroître en l'absence d'actions communes pour renforcer les capacités d'adaptation respectives de chaque pays :
 - Coopération dans les domaines liés aux énergies propres (solaire, éolien) pour favoriser un positionnement précoce dans les nouveaux créneaux de l'économie verte.
 - Coopération dans le domaine du changement climatique pour développer des stratégies d'adaptation communes : coopération scientifique, synergies au niveau de l'alerte précoce des risques de catastrophes naturelles....

MERCI POUR VOTRE ATTENTION

www.ires.ma

